TRENTE-CINQUIÈME ANNÉE — N° 10 304 34 PAGES DERNIÈRE ÉDITION VENDREDI 17 MARS 1978

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,75; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 28 dr.; Iran, 50 rls.; Italie, 200 L; Liban, 200 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,60 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 45 cts; Yougoslavie, 13 din.
Tarif des abonnements page 22

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 630572
Tél. : 246-72-23

Nouvelle chute de la monnaie américaine

Le dollar au-dessous de 4,70 francs

LIRE PAGE 34

M. Aldo Moro a été enlevé à Rome

- *Les Brigades rouges revendiquent l'attentat et réclament la libération de tous les inculpés du procès de Turin*
- *Cinq gardes du corps du président de la démocratie chrétienne sont tués*
- *Les syndicats décident une grève générale immédiate de protestation mais le débat d'investiture du cabinet Andreotti n'est pas ajourné*

M. Aldo Moro, ancien président du conseil, actuellement président du conseil national de la démocratie chrétienne, a été enlevé jeudi matin 16 mars, peu après 9 heures, alors qu'il se rendait au Parlement pour le débat d'investiture du gouvernement Andreotti. Quatre membres de son escorte ont été tués, un cinquième blessé est mort après son transfert à l'hôpital.

Par des messages à des agences de presse à Rome et à Turin, les Brigades rouges ont revendiqué l'opération. « Nous avons enlevé le valet de l'État, Aldo Moro. » Des chefs de ce groupe sont jugés à Turin, mais lundi dernier le procès a été renvoyé à la semaine prochaine. Les Brigades rouges exigent la libération de tous leurs camarades incarcérés à Turin.

Le conseil des ministres s'est réuni d'urgence, tandis que les trois confédérations syndicales décidaient une grève générale pour la journée même. Le débat d'investiture s'est ouvert à la fin de la matinée et doit s'achever dans la soirée même. En l'ouvrant, M. Andreotti a déclaré que l'enlèvement de M. Moro « a une motivation indiscutablement politique, rendue évidente par le choix du jour où il a été exécuté ».

L'inspirateur de l'ouverture à gauche

Par JACQUES NOBÉCOURT

De tous les personnages-clés de la vie politique italienne depuis la libération, M. Aldo Moro est sans doute le plus impénétrable, l'exemple même de ce qu'inspire de redoutable un Méridional rusé. Un grand roi aux faces lisses, n'offrant aucune prise, un archidoc dont les silences seraient aussi opaques qu'est ardente l'ambition qu'il dissimule. Et pourtant un notable qui, au fil d'une éloquence proprement intradisible dans un langage politique compréhensible, a semé, pendant des années, une pensée anticipatrice et des audaces de style qui sont devenues des références. Ainsi cette formule des « convergences parallèles », dont personne ne vit la signification lorsqu'il la lança, il y a une dizaine d'années, et qui se traduit à présent dans la réalité de l'association des communistes et des démocrates-chrétiens dans la même majorité gouvernementale.

Né dans les Pouilles le 21 septembre 1916, fils d'un fonctionnaire de l'instruction publique, il passa son enfance à Tarente et à Bari, son fief électoral depuis 1945. En 1939, il devient président national de la Fédération des universitaires catholiques, puis du groupe catholique de l'enseignement supérieur, dont l'aumônier est Mgr Montini, l'actuel pape Paul VI.

(Lire la suite page 6.)

«L'escalade de la terreur est arrivée au cœur de l'État»

De notre correspondant

Rome. — Des députés en larmes, des enquêteurs transformés en statues de cire... Il est difficile de décrire la stupeur et l'émotion qui se sont emparées des responsables italiens. Dieu sait pourtant qu'ils sont habitués aux attentats et aux enlèvements.

A Rome, où tout se sait très vite, la nouvelle s'est répandue en une demi-heure. « *Impossible !* », « *impossible !* », répétaient les premiers hommes politiques interrogés. Nous sommes désormais en état de guerre, disait le plus émotif d'entre eux, M. Ugo La Malfa, président du parti républicain. Les chaînes de télévision publiques et privées émettaient en permanence. Sur le lieu de l'enlèvement — dans un quartier résidentiel du nord de la capitale, la Camilluccia, près du domicile de M. Moro — un spectacle tragique attendait les enquêteurs. Deux voitures étaient littéralement criblées de balles : l'Alfetta bleue du président de la démocratie chrétienne, et celle, blanche, de son escorte. Quatre hommes gisaient, morts, un cinquième devait être transporté d'urgence à l'hôpital. Par terre, traînaient un revolver et la serviette en cuir de M. Moro.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 6.)

Moscou exige le retrait des troupes israéliennes du Sud-Liban

Dans une « déclaration autorisée » rendue publique ce jeudi matin 16 mars à Moscou, l'agence Tass rejette sur Jérusalem la responsabilité des suites de l' « agression israélienne » au Sud-Liban et exige « le retrait immédiat » du territoire libanais de toutes les « forces israéliennes d'agression ». Le gouvernement de Beyrouth va demander une réunion extraordinaire du Conseil de sécurité.

La veille, le chef du gouvernement israélien, M. Menahem Begin, avait indiqué au nouveau conférence de presse que « *tous les objectifs* » de l'opération israélienne étaient atteints en que les forces de Jérusalem resteraient dans cette région aussi longtemps qu'un accord assurant que les fedayin n'y remettraient plus les pieds ne serait pas signé. M. Begin a ajouté qu'il discuterait avec le président Carter, lors de son prochain séjour à Washington, de la possibilité de conclure un tel accord. Il a ajouté que toutes les parties concernées seraient consultées à ce sujet. A l'exception de l'O.L.P.

Le bilan de l'opération — qui se poursuivait encore ce jeudi en fin de matinée — est particulièrement lourd pour les Palestiniens, dont les pertes civiles et militaires se chiffraient par centaines. Les Israéliens assurent avoir eu onze tués et cinquante-sept blessés, pour la plupart des jeunes gens du contingent.

(Lire nos informations page 3.)

Un pays sans amis

En décidant de maintenir ses troupes après le succès de leurs opérations dans le sud du Liban jusqu'à ce qu'un « accord » lui ait donné l'assurance qu'aucune menace terroriste ne partirait plus de cette zone, M. Begin a confirmé qu'Israël entendait s'assurer pour une durée indéterminée une « ceinture de sécurité » sur le territoire de l'Etat voisin. Les protestations du Liban, impuissant et déchiré autant qu'incapable de donner à lui seul les garanties souhaitées, ne changeront rien à ce nouveau fait accompli. Une fois de plus, un petit Etat bien en peine de « mettre à la raison » les fedayin, comme l'a démontré une sanglante et ruineuse guerre civile, paye chèrement sa faiblesse dans un monde sans pitié.

Dans cette nouvelle épreuve, le Liban peut se demander où sont ses amis. Certainement pas à Washington, où l'opprobre tacite donnée à l'opération israélienne semble indiquer que les Américains partagent l'analyse de Jérusalem quant à la nécessité prioritaire d'éliminer comme force politique l'O.L.P., obstacle à la négociation et à la paix. Même l'appel que leur a adressé, en dénonçant une « odieuse agression », le roi Khaled d'Arabie Saoudite, dont ils ont grandement intérêt à conserver les bonnes grâces, n'a pas les amener à déplorer l'invasion.

L'indignation provoquée par le raid meurtrier de samedi a donné à M. Begin, qui sait frapper vite et fort, une occasion aussitôt saisie. Elle a aussi quelque peu fait oublier un peu partout en Occident l'enjeu proprement libanais du conflit. Il y a dix ans, après un raid de représailles israélien beaucoup moins lourd de conséquences contre l'aéroport civil de Beyrouth, le général de Gaulle, pris d'une colère mémorable, avait condamné cet « acte exagéré de violence commis contre un pays pacifique et traditionnellement ami de la France ». Quelques jours plus tard, son émissaire à Beyrouth, M. Georges Gorse, ajoutait même que la France « ne resterait pas indifférente devant une menace contre le Liban ».

Aujourd'hui, alors qu'une partie du territoire libanais est occupée, la France se tait. Le souci de ne pas indisposer entre les deux tours une partie de l'électorat explique évidemment ce silence que l'Elysée entend ne pas rompre. Pourtant, la « violence » exercée par l'Etat hébreu paraîtra difficilement moins « exagérée » qu'à l'époque où, sans être démentie, le ministre libanais des affaires étrangères déclarait avoir été informé par le président de la République que « la France était disposée à assurer notre défense au cas où Israël serait l'agresseur ».

Par un singulier renversement, c'est à Moscou, et non chez ses amis traditionnels, que l'intégrité du Liban trouve désormais un défenseur. La « déclaration autorisée » de l'agence Tass exigeant le retrait des « agresseurs » permet à l'U.R.S.S., comme ce fut déjà le cas à propos de l'Ethiopie, de se poser en champion du respect des frontières. En outre, elle peut accroître son prestige dans le monde arabe et se porter au secours de ses alliés palestiniens. Ira-t-elle plus loin que la mise en garde ? Cela semble peu probable, du moins dans l'immédiat.

L'imbroglio du Proche-Orient devient plus inextricable encore, et le « respect de l'intégrité territoriale du Liban » va fournir un nouveau sujet de litige aux superpuissances, tandis que les perspectives de paix s'évanouissent.

DEUX ÉCRIVAINS ET LE SECOND TOUR DE SCRUTIN

Une grande ambition nationale

par PHILIPPE DE SAINT ROBERT

Le président de la République, désolé que la France soit coupée en deux depuis son élection, est enfin parvenu à la couper en quatre : c'est là sa seule victoire, on ne peut plus à la Pyrrus. Divisé pour régner, il n'est pas nécessairement une bonne recette parlementaire, à la longue. Ces élections avaient, en effet, deux enjeux avoués de part et d'autre. A gauche, il s'agissait de minoriser le parti communiste, et, à cet égard, François Mitterrand a échoué. Cet échec n'est nullement réjouissant, car il va immanquablement réveiller les démons centristes et la délétère tendance social-démocrate d'un mouvement qui avait bien du mal à s'arracher à son passé molletiste.

Du côté de ce qu'il est convenu d'appeler la majorité, l'enjeu était, sous couvert de rééquilibrage, de minoriser le mouvement qui, aux yeux de l'opinion publique, continue, à tort ou à raison, d'incarner le gaullisme.

(Lire la suite page 11.)

Triple fin ?

par PIERRE BOURGEADE

Qu'importe l'accord intervenu in extremis lundi entre les leaders de la gauche ? Il a un goût de cendre. Majoritaire en voix dans le pays, la gauche sera sans doute minoritaire en sièges dans la nouvelle Assemblée. Sa défaite probable marquera la fin d'une époque, d'un espoir, d'un homme.

∴

La fin d'une époque. Si la majorité sortante l'emporte le 19 mars, comme tout permet de le penser, la Ve République aura passé le cap des années difficiles, de ce que l'on appellera peut-être, plus tard, ses « années d'apprentissage ». Née avec de Gaulle, la Ve République a eu à subir, de Gaulle présent, le choc de la guerre d'Algérie et le choc de mai 68. Puis elle a subi, de Gaulle n'étant retiré, Pompidou étant mort brutalement ; un non-gaullisme, enfin, ayant accédé à la présidence... une succession de turbulences auxquelles des régimes moins rigides (ou moins souples ?) auraient cédé. Le fait est là : elle a tenu. Elle a résisté à l'émeute. Elle a résisté à la disparition de l'homme providentiel. Elle a résisté à la compétition ouverte entre gaullistes et libéraux pour la conquête du pouvoir. Elle a résisté à la coexistence d'une « majorité de la majorité » gaulliste et d'un président non gaulliste.

(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

La performance

Il y a des gens que la qualification de Bastia va faire rêver. Remporter une victoire au second tour en se faisant battre par quatre bats à deux, c'est vraiment le comble de la performance politique.

Il est vrai que personne n'aura creusé l'écart au match aller des élections. Il est vrai aussi que l'équipe qui gagnera la Coupe d'Europe ne prétend pas se substituer aux dirigeants des fédérations.

Il n'en reste pas moins que la leçon est bonne. Quoi qu'en pense M. Delferre, lorsqu'un coup de sifflet final, on n'a jamais gagné, mais on n'a jamais perdu.

ROBERT ESCARPIT.

LES RÉVÉLATIONS D'AMNESTY INTERNATIONAL

Recrudescence de la torture dans le monde

Loin d'être en voie de disparition, la pratique de la torture, rouage essentiel dans la plupart des pays à régime totalitaire, tend à s'amplifier. De l'arrachage des dents et des ongles à l'utilisation du curare ou des chocs électriques, les « méthodes » mises en œuvre par les tortionnaires se perfectionnent en empruntant parfois aux techniques médicales. Des médecins prêtent, dans certains cas, leur concours...

Telles sont les révélations qui ont été faites par les médecins d'Amnesty International réunis à Athènes les 10 et 11 mars, et qui lancent une campagne de dénonciation pour vaincre l'indifférence et venir en aide aux suppliciés.

(Lire page 8 l'article de Claire Brisset et le point de vue du professeur Kouyerski.)

UNE ENTREPRISE SACRILÈGE

Le fait féminin

C'est une entreprise sacrilège que celle-ci. Son titre la dit déjà — le *Fait féminin* — qui semble réhabiliter, sous une forme dégradée, cet « *éternel féminin* » auquel Simone de Beauvoir a fort heureusement réglé son compte il y a vingt ans. « *On ne naît pas femme, on le devient.* » Reprise par mille voix, la formule a pris l'allure d'une vérité. Si l'on « pense bien », on ne la discute pas, on la répète : entre les hommes et les femmes, il n'est de différences qu'historiques, culturelles ou sociales. Parler du « fait féminin », n'est-ce pas révéler les dangers de l'obscurantisme ?

L'étrange est que ce livre n'a pas été conçu par une « clique de réactionnaires ». On connaît la sociologue remarquable qu'est Evelyne Sullerot et les livres résolument féministes qu'elle y publiait dès 1960. Jacques Monod, qui a soutenu l'entreprise, n'était pas un esprit de droite. Mais il était biologiste, et la biologie, aux yeux des docteurs en sciences sociales, est soupçonnée de donner plus de soins à l'inné qu'à l'acquis, à la nature qu'à la culture. Les savants sont de gros naïfs. Ils étaient bien capables d'exhumer, du fond de la femme, cette femelle dont notre temps a horreur. Jacques Monod et Evelyne Sullerot s'avançaient donc en terrain miné : ils n'en avaient cure. Ils avaient en commun de préférer le rationnel à l'idéologique. Ainsi est née l'idée de réunir un colloque international, dans le cadre du Centre Royaumont, pour étudier le « fait féminin ».

Ce colloque a fait un travail intéressant, même si les contributions sont inégales. Dans le long discours sur les femmes, il énonce une phrase nouvelle. Ce n'est pas qu'il s'oppose aux thèses féministes, il passe au large. Il recense des observations, des expériences, et il constate, mais avec quelle prudence, qu'à y regarder d'un peu près, rien à faire, les hommes et les femmes ne sont pas tout à fait pareils.

Rien sûr, certains se doutaient déjà que le corps des femmes n'est pas identique à celui des hommes. On avait même remarqué des nuances génétiques et hormonales. Mais la vraie novation est ailleurs : pour les auteurs du *Fait féminin*, ces différences biologiques entraînent des comportements dissemblables. Voilà la cassure et qui risque de faire un peu de tumulte. Pourtant, *le Fait féminin* ne suggère à aucun moment que les femmes seraient plus asservies à la nature que les hommes. Elles le furent. Elles cessent de l'être, et c'est là le pivot du livre. Le *Fait féminin* reconnaît les singularités des sexes non pour incarcérer les femmes dans un destin biologique, mais pour baliser le territoire de leur liberté.

GILLES LAPOUGE.

(Lire la suite page 2.)

SEUIL
collection LE CHAMP FREUDIEN dirigée par Jacques Lacan

Fictions freudiennes par Octave Mannoni
Sept lettres où des personnages réels tiennent un discours imaginaire sur quelques questions fondamentales : le phallocratisme, la fin d'une psychanalyse, l'athéisme, la complicité entre psychiatrie et justice, etc.
224 pages 49 F.

L'ordre médical par Jean Clavreul
C'est à partir de la psychanalyse qu'il est possible de rendre compte du discours de la médecine, qui élimine le malade comme sujet, et sujet de désir.
288 pages 49 F.

Indépendance Guidar Euro

LES NOUVEAUX ANGLAIS

Malgré la perte d'un vaste empire colonial et de graves problèmes économiques, la société anglaise reste l'une des plus stables du monde industrialisé.

Comment la nouvelle génération met en question, généralement sans agressivité mais avec fermeté, les institutions, les options économiques et sociales ; comment elle s'interroge sur quelques questions brûlantes comme la régionalisation, le racisme, la situation en Afrique australe : tel est le propos de l'enquête qu'a menée Nicole Bernheim parmi ceux qui représentent l'« establishment » de demain.

(Lire page 5.)